REPUBLIQUE FRANÇAISE — Liberté - Egalité - Fraternité — DEPARTEMENT DE L'AIN

Elections Législatives du 23 Novembre 1958

2e Circonscription (GEX - BELLEY - NANTUA)



Gilbert COLTICE

Paul MACLET

Gilbert COLTICE

Candidat d'Union des Républicains, Radicaux et Socialistes

CITOYENS, CITOYENNES,

Notre insistance n'a pas réussi à ébranler la ferme détermination de mon ami le Docteur MALET : « Pas question pour moi d'abandonner mes malades », répondait-il à tous les amis qui suscitaient sa candidature.

Si du strict point de vue de l'intérêt public il nous faut le regretter, nous sommes obligés de rendre hommage à cette grande conscience professionnelle et hautement humanitaire.

Me recommandant de cet homme de bien, je vais donc affronter le jugement du suffrage universel. Avant de vous dire les buts de ma candidature, je vous dois quelques mots de présentation.

Je n'ai demandé à personne de signer à ma place ce que j'ai à vous dire. Je le ferai simplement, loyalement, d'homme à homme.

Agé de trente-huit ans, je suis un enfant de l'Ain. Mon père, mon grand-père, mon arrière-grand-père — sans remonter plus loin — sont nés sur ce coin de terre. Mon père y était un humble artisan rural. Il travailla durement pour élever une nombreuse famille. Entré aux P.T.T., au sortir de mes études, la guerre devait bientôt interrompre ma carrière de postier. Alors, aux côtés de mon beau-père, le regretté Julien BONNARD, catholard d'adoption, j'appris l'art de la reliure.

Puis ce fut la Résistance, le Maquis.

A la Libération, mes compagnons des Forces Unies de la Jeunesse m'envoyèrent siéger au Comité Départemental de la Libération où je fis mon apprentissage de la chose publique.

Parallèlement commençait pour moi une carrière de journaliste. Aujourd'hui encore, j'exerce ce métier à la tête du quotidien « Le Courrier de l'Ain » où mes illustres prédécesseurs ont nom : Pierre BAUDIN, Alexandre BERRARD, Francisque ALLOMBERT.

Militant socialiste, j'étais appelé en 1948 à la tête de la Fédération Socialiste de l'Ain. Je m'honore de l'amitié de Guy MOLLET dont j'ai approuvé et soutenu la politique.

UN PROGRAMME EN CINQ POINTS :

J'ai été investi par les Fédérations Socialiste et Radicale-Socialiste de l'Ain qui, dans un esprit d'entente et de regroupement, ont réalisé un accord tant dans cette circonscription que dans celle de Trévoux où le Président Jean SAINT-CYR (Radical-Socialiste) est notre candidat commun.

Je n'ai pas la vanité de traiter ici de toutes les questions intéressant notre vie nationale, départementale et communale. La place me manquerait, et puis l'heure n'est pas à l'exposé d'un long catalogue ! D'ailleurs, les candidats une fois élus ne peuvent appliquer entièrement leur programme, puisqu'aussi bien, dans notre pays où les partis politiques sont beaucoup trop nombreux, aucun d'eux ne peut obtenir la majorité absolue au Parlement.

Je me contenterai donc de vous communiquer mes sentiments et mes intentions sur les problèmes qu'il va falloir résoudre, pour certains dans les mois, voire les semaines qui vont suivre l'élection de l'Assemblée, pour d'autres dans un avenir très prochain.

I. — DEFENSE DES LIBERTES ET DE LA REPUBLIQUE RENOVEE :

Au mois de mai dernier, notre pays a été au bord d'événements graves. La Démocratie a bien failli périr. Le sang-froid et le courage d'hommes politiques conscients, au tout premier desquels il faut placer l'ancien Président du Conseil Guy MOLLET, ont permis l'arrivée au pouvoir, dans le calme et la légalité, du Général De GAULLE. Ainsi, ce qu'il y avait de meilleur dans nos institutions républicaines a été sauvé.

L'autorité a été restaurée partout, à Alger comme en France, y compris dans l'Armée.

Les libertés fondamentales sont garanties. Mais il va falloir les défendre contre tous ceux qui peuvent encore les menacer. Pour cela il est nécessaire que tous les républicains se groupent dans un vaste rassemblement démocratique, dans lequel il y aurait place pour des hommes de toutes croyances philosophiques ou religieuses, à la seule condition que celle-ci reste un problème d'ordre individùel.

C'est par la neutralité des institutions de l'Etat que nous entendons unir tous les citoyens de ce pays.

II. — LA CONSTITUTION EUROPEENNE :

La France seule ne peut rien faire, c'est pourquoi elle doit être le champion de l'Union européenne.

Un récent Conseil des Ministres a confirmé l'entrée de notre pays dans le Marché Commun. Nous nous en félicitons. Des adaptations seront peut-être nécessaires pour notre économie. La compétition sera certainement plus dure qu'elle ne l'était jusqu'ici. Mais la France dispose d'atouts sérieux : une main-d'œuvre hautement qualifiée ; un ensemble agricole de tout premier ordre ; une infrastructure industrielle solidement implantée et enfin un rythme d'expansion économique dépassant largement celui de nos partenaires.

Nous devons tendre à faire tomber les frontières, à encourager les hommes à des contacts plus étroits et plus fréquents, à supprimer les barrières factices.

Ainsi nous parviendrons à élever le niveau de vie de tous les travailleurs de l'Europe Unie et, du même coup, nous aurons contribué à une œuvre de paix.

III. — APPLICATION LOYALE DE LA CHARTE D'OUTRE-MER :

C'est une condition fondamentale de la naissance d'une Afrique démocratique, capable de résister aux pressions de tous les nationalismes.

IV. — LE PROBLEME ALGERIEN :

La politique poursuivie par le Gouvernement Guy MOLLET a trouvé une nouvelle justification au cours de ces dernières semaines.

Les choses vont moins mal en Algérie ; on ne peut dire encore qu'elles vont bien, tout n'est pas encore résolu. Cependant le F.L.N. a fait une faute grave en repoussant l'offre du Général De GAULLE. N'en tirons pas pour autant comme conclusion, qu'il ne reste que la voie de la force ou de l'abandon. Ceux qui ont commis des erreurs peuvent les réparer ; on peut espérer que des interlocuteurs valables se dégageront de la prochaine consultation électorale ; la solution du problème algérien pourrait sortir de ces élections.

Mais dès maintenant nous déclarons qu'il est nécessaire de rétablir au plus tôt la paix et qu'il y a donc lieu de rechercher avec ceux qui se battent un cessez le feu accompagné de garanties réciproques.

Nous avons défini une politique libérale et humaine de progrès pour l'Algérie. Poursuivons-la si nous voulons que la sagesse triomphe.

V. — LES PROBLEMES ECONOMIQUES ET SOCIAUX :

La récession économique que nous voyons poindre, ne sera peut-être pas trop grave dans les toutes prochaines années. Mais très bientôt nous aurons des générations de jeunes gens qui seront le double de celles d'aujourd'hui et à qui il faudra donner du travail. Une masse considérable de main-d'œuvre se présentera, les besoins de toutes sortes seront accrus. Dès maintenant, nous avons le devoir de prévoir l'aménagement de nos structures pour faire face à la situation.

Il devient urgent de nous préoccuper de l'orientation de la jeunesse, en réformant et en développant l'enseignement.

De l'application rigoureuse d'un plan de modernisation et d'équipement aussi bien dans l'industrie que dans l'agriculture dépend le volume de notre production.

Enfin, une équitable répartition du revenu national suppose la sécurité du travail et de la vieillesse et une juste distribution des charges entre citoyens. C'est la raison pour laquelle nous restons fidèles à la conception de la prééminence, dans une fiscalité moderne, de l'impôt direct, sur les impôts de consommation (impôts indirects).

Voilà brièvement résumé, ce que la situation présente de notre pays m'inspire comme réflexions et comme solutions.

A la veille du référendum, dans une déclaration publiée par les journaux « Le Progrès » et le « Dauphiné Libéré », je vous recommandais de voter « oui ». Je vous disais aussi ma conviction qu'il n'existe pas de constitution miracle et que, si l'on voulait que la communauté nationale soit bien gérée dans le respect des droits et des consciences, il importait aux Français de choisir leurs représentants en fonction de leur patriotisme, de leur probité, de leur attachement aux institutions républicaines et démocratiques.

Ce moment est venu.

Aujourd'hui, à tous les hommes de gauche, à tous les Républicains, je lance un appel pour qu'ils fassent triompher des idées que je crois généreuses et efficaces pour assurer à notre peuple un avenir de prospérité et de paix.

Ne rendez pas votre bulletin de vote stérile en donnant votre suffrage aux candidats qui n'ont aucune chance de faire au second tour l'union de la gauche.

Votez utile. Votez et faites voter :

Gilbert COLTICE

Médaille de la Résistance
Directeur-rédacteur en chef du « Courrier de l'Ain »
Candidat d'Union des Républicains, Radicaux et Socialistes

REMPLAÇANT EVENTUEL :

Paul MACLET

Artisan électricien
Conseiller Général d'Hauteville

IMP. MARCHAND - THOISSEY